

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2019

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2019

15 Février 2019

La présente Communication en Conseil des Ministres vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2019, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

I- MOBILISATION DES RESSOURCES

A fin décembre 2019, les ressources mobilisées s'élèvent à **6.304,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 6.511,6 milliards de FCFA, affichant un taux de réalisation de 96,8%. Ces réalisations comprennent 6.171,3 milliards de FCFA de ressources budgétaires (recettes fiscales, recettes non fiscales, emprunts sur les marchés des capitaux et ressources extérieures) et 133,1 milliards de FCFA de ressources de trésorerie.

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **3.601,5 milliards de FCFA** à fin décembre 2019, avec un écart négatif de 97,8 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 3.699,2 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres que prévues enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les impôts sur revenus et salaires** ont été encaissés à hauteur de 513,9 milliards de FCFA pour une prévision de 557,7 milliards de FCFA. L'écart négatif de 43,8 milliards de FCFA est principalement lié à un relatif ralentissement du nombre d'emplois formels créés ainsi qu'au niveau moins important que prévu des opérations de compensation, qui concernent le règlement des arriérés d'Impôts sur les Traitements et Salaires de certaines structures par compensation avec les éventuelles créances de ses structures sur l'Etat (16 milliards d'ITS par voie de compensation réalisés contre 27 milliards prévus) ;
- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** ont été recouvrées à hauteur de 888,2 milliards de FCFA, contre une prévision de 914,5 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 26,2 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique essentiellement par un niveau moins élevé que prévu du volume des biens importés (10,4 millions de tonnes en réalisation contre 12,1 millions de tonnes en prévision) ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en régime intérieur** a été collectée à hauteur de 434,3 milliards de FCFA pour une prévision de 458 milliards de FCFA. L'écart négatif de 23,7 milliards de FCFA est en relation principalement avec un niveau plus élevé que prévu de remboursement de crédits de TVA ;
- **le BIC hors pétrole et gaz** a été perçu à hauteur de 335,8 milliards de FCFA, en retrait de 12,5 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 348,3 milliards de FCFA. Ce niveau de recouvrement est principalement en relation avec le recul des résultats fiscaux dans le secteur financier, consécutif à la liquidation de SAF Cacao, de la baisse des bénéfices du secteur des télécommunications ainsi que ceux du secteur minier, en liaison avec la fermeture temporaire en 2018 de la mine de Tongon ;
- **les impôts sur les revenus des capitaux mobiliers** se sont élevés à 90,7 milliards de FCFA, contre une prévision de 113 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 22,3 milliards de FCFA qui s'explique principalement par un recul des bénéficiaires fiscaux de l'exercice 2018 des secteurs susmentionnés;
- **la taxe spéciale sur les consommations téléphoniques** a été collectée à hauteur de 20,1 milliards de FCFA avec un écart négatif de 10,1 milliards de FCFA par rapport à la prévision de 30,2 milliards de FCFA. Cet écart résulte principalement de l'impact de la séparation de l'activité de transfert d'argent de celle de téléphonie opérée par les entreprises du secteur, ainsi que de la non-installation du dispositif de contrôle des flux de télécommunication.

L'effet des résultats ci-dessus a été néanmoins atténué par une évolution favorable du recouvrement de certaines taxes notamment les revenus du pétrole et du gaz (+34,3 milliards de FCFA), en lien avec un enlèvement non initialement prévu de pétrole brut intervenu, en novembre 2019, et les taxes à l'exportation (+22,8 milliards de FCFA), en relation avec un niveau plus élevé qu'attendu du volume des exportations de cacao (2 171 326 tonnes pour un objectif de 2 000 000 tonnes).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de **141,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 128,1 milliards de FCFA, soit écart positif de 13,6 milliards de FCFA. Elles comprennent 47,6 milliards de FCFA de recettes de services, 28 milliards de FCFA de dividendes, 27,1 milliards de FCFA de revenus du domaine, 19,4 milliards de FCFA au titre des licences de télécommunications et 8,1 milliards de FCFA de bonus de signature.

Les exonérations fiscales accordées en 2019 se sont établies à 330,9 milliards de FCFA. Ces dépenses fiscales qui représentent 9,2% des recettes fiscales budgétaires collectées en 2019, amoindrissent l'effet des efforts de mobilisation des recettes fiscales et contribuent ainsi à accroître la part du financement du budget de l'Etat par l'endettement.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **1.486,6 milliards de FCFA** contre 1.371,5 milliards de FCFA prévus. Ce montant comprend 522,1 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires par syndication (emprunts TPCI), 339,8 milliards de FCFA d'obligations du Trésor par adjudication, 120,5 milliards de FCFA de bons du Trésor, et 504,1 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

Concernant les ressources extérieures, elles ont été encaissées à hauteur de **941,6 milliards de FCFA** contre un objectif de 1.168,5 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 80,6%. Ces ressources sont composées de 414,5 milliards de FCFA de tirages sur emprunts-projets (70% de taux de réalisation), de 107,4 milliards de FCFA de tirages sur dons-projets (74,7% de taux de réalisation) et de 419,7 milliards de FCFA d'appuis budgétaires (97% de taux de décaissement).

Les ressources de trésorerie sont ressorties à **133,1 milliards de FCFA** et comprennent les recettes affectées au remboursement des crédits de TVA pour 100,5 milliards de FCFA et la part des recettes de TVA reversée au secteur de l'électricité à hauteur de 32,6 milliards de FCFA.

II- EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses exécutées à fin décembre 2019 se sont globalement chiffrées à **6.286,5 milliards de FCFA** pour une prévision de 6.410,7 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 98,1% et se déclinent comme suit :

Le paiement du service de la dette publique s'est établi à **1.769,3 milliards de FCFA**, contre une prévision de 1.781,1 milliards de FCFA. Les paiements effectués comprennent 1.046,4 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure et 722,9 milliards de FCFA pour la dette extérieure.

Les dépenses de personnel sont ressorties à **1.703 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.720,8 milliards de FCFA, soit une sous-consommation de 17,8 milliards de FCFA expliquée essentiellement par le retard observé dans la transmission des dossiers de premier mandatement et l'application de la mesure de suspension des salaires des enseignants grévistes.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées à hauteur de **88,1 milliards de FCFA** contre une prévision de 104,1 milliards de FCFA. Elles comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (67,5 milliards de FCFA), de téléphone (11 milliards de FCFA) et d'eau (9,5 milliards de FCFA). L'écart de 16 milliards de FCFA observé s'explique par les retards dans la transmission des factures. Il convient d'indiquer que toutes les factures validées à la clôture de la gestion 2019 au titre des abonnements, ont été payées conformément à l'engagement pris par le Gouvernement.

Les subventions et transferts se sont établis à **431,1 milliards de FCFA** pour une prévision de 420,2 milliards de FCFA, soit un dépassement de 10,9 milliards de FCFA qui s'explique principalement par un niveau plus élevé que prévu de la subvention au secteur de l'électricité (24,5 milliards de FCFA contre 16,4 milliards prévus).

Les autres dépenses de fonctionnement se sont chiffrées à **625,3 milliards de FCFA** contre une prévision de 625,1 milliards de FCFA.

Concernant **les dépenses de sécurité et d'élections**, elles se sont établies à **54,7 milliards de FCFA** et ont concerné principalement les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité.

Quant aux **dépenses d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections), elles sont ressorties à **1.481,5 milliards de FCFA** contre une prévision de 1.578,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 93,8%. Ces dépenses ont été financées à 64,8% sur les ressources intérieures et 35,2% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections) des ministères et institutions, fait ressortir que dix-sept (17) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 75% et trente-six (36) d'entre eux ont affiché des taux d'exécution supérieurs à 75%.

Enfin, les dépenses de trésorerie se sont situées à **133,1 milliards de FCFA** et concernent le remboursement des crédits de TVA pour 100,5 milliards de FCFA et le reversement de la part des recettes de TVA affectées au secteur de l'électricité pour 32,6 milliards de FCFA.

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **2.550,6 milliards de FCFA** à fin 2019, enregistrant un dépassement de 45,1 milliards de FCFA par rapport à l'objectif plancher de 2.505,5 milliards de FCFA.

Il convient de relever que **les dépenses imprévues**, constituées des rallonges budgétaires et des avances de trésorerie sans couverture budgétaire, ont atteint 337,6 milliards de FCFA en 2019. Ce niveau relativement élevé constitue une contrainte supplémentaire qui s'exprime sur l'exécution des dépenses régulièrement inscrites au Budget.

Le solde budgétaire à fin décembre 2019 ressort ainsi à **-785,5 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher de -790,2 milliards de FCFA tel que fixé dans le cadre du programme économique et financier, soit **-3% du PIB** contre -4% du PIB en 2018. Cette consolidation budgétaire constitue une performance plutôt remarquable, à savoir réduire le déficit budgétaire de 1 point du PIB en une année. Elle témoigne de l'engagement ferme du Gouvernement à renforcer l'amélioration de la gestion des finances publiques.

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2019 s'est caractérisée par un niveau relativement satisfaisant de mobilisation des ressources et une bonne maîtrise du niveau d'exécution des dépenses.

En effet, bien qu'en deçà des prévisions, le recouvrement des recettes fiscales affiche une progression de 8,3% par rapport aux réalisations de l'année précédente.

Concernant les dépenses, le suivi rigoureux de leur exécution, en cohérence avec le rythme de mobilisation des ressources, a permis d'assurer le respect de l'objectif du déficit tel que fixé dans le programme économique et financier conclu avec le FMI.

Les efforts de recouvrement des ressources, d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement et de maîtrise des charges de fonctionnement seront poursuivis en 2020 pour garantir l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement, ainsi que du Programme Social du Gouvernement.

Telle est l'économie de la présente communication relative à l'exécution budgétaire à fin décembre 2019, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

Adama COULIBALY

Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin décembre 2019)

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin décembre		LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin décembre	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	6 606,8	6 367,3	6 171,3	DEPENSES BUDGETAIRES	6 606,8	6 266,5	6 153,0
Ressources intérieures	5 286,9	5 198,9	5 229,7	Dettes publiques	1 821,4	1 781,1	1 769,3
Recettes fiscales	3 669,1	3 699,2	3 601,5	Dettes intérieures	1 062,4	1 029,3	1 046,4
DGI	2 085,9	2 000,9	1 906,1	Principal		796,7	803,4
dont FER				Intérêts		232,6	243,0
TRESOR	9,4	11,2	12,1	Dettes extérieures	759,1	751,9	722,9
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 573,7	1 687,1	1 683,3	Principal		427,3	409,4
dont FER				Intérêts		324,5	313,5
Recettes non fiscales	188,8	128,1	141,7	Dépenses ordinaires	2 861,1	2 870,2	2 847,6
Privatisation et vente d'actifs	102,0	0,0	0,0	Personnel	1 720,8	1 720,8	1 703,0
Transfert des entreprises	1,5	1,5	0,6	Abonnement	104,1	104,1	88,1
Revenus du domaine DGI	32,3	25,6	27,1	Subventions et transferts	391,2	420,2	431,1
Licences de télécommunication	20,6	19,4	19,4	dont subvention au secteur électricité	0,0	16,4	24,5
Intégration ressources additionnelles C2D				Autres dépenses de fonctionnement	645,0	625,1	625,3
Fonds d'investissement en milieu rural				dépenses sociales ciblées		8,8	11,7
Autres recettes non fiscales	32,5	81,6	94,7	Charges de fonctionnement des services		602,3	599,7
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 429,0	1 371,5	1 486,6	Dépenses de sécurité et d'élections	16,6	36,2	54,7
Emprunts obligataires		359,6	522,1	Financement intérieur		36,2	54,7
Bons et obligations du Trésor		512,0	460,4	dont investissement			
Eurobonds		500,0	504,1	Financement extérieur	0,0	0,0	0,0
Autres emprunts				Dépenses d'investissement	1 907,7	1 578,9	1 481,5
Ressources extérieures	1 319,9	1 168,5	941,6	Financement intérieur	967,4	843,0	959,5
Appuis budgétaires	378,8	432,5	419,7	Investissement FIMR		12,5	11,0
FMI	152,5	152,5	157,0	Construction barrage de Soubré	0,0	0,0	0,0
Allemagne			39,5	Projets C2D	158,7	112,3	81,2
Banque Mondiale	55,0	55,0	0,0	Couverture Maladie Universelle (CMU)	4,5	4,5	4,0
AFD (C2D)	146,7	147,6	147,6				
AFD (AUTRES)		6,6	6,6				
Gouvernement Espagnol (PCD)	11,1	11,1	11,1				
UE	13,4	11,2	8,8				
BAD		48,6	49,1				
Financement extérieur	940,2	735,9	521,9	Financement extérieur	940,2	735,9	521,9
Dons-projets	780,4	143,9	107,4	Dons-projets	159,8	143,9	107,4
Emprunts-projets	159,8	592,0	414,5	Emprunts-projets	780,4	592,0	414,5
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		144,3	133,1	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		144,3	133,1
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		106,0	100,5	Remboursement de crédits de TVA		106,0	100,5
TVA secteur électricité		38,3	32,6	Reversement TVA au secteur électricité		38,3	32,6
TOTAL GENERAL	6 606,8	6 511,6	6 304,4	TOTAL GENERAL	6 606,8	6 410,7	6 286,1

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin décembre 2019)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN DECEMBRE		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	3 699,2	3 601,5	-97,8
<u>DGI</u>	<u>2 000,9</u>	<u>1 906,1</u>	<u>-94,8</u>
Impôts directs	1 110,0	1 051,8	-58,3
BIC pétrole et gaz	76,6	100,6	24,0
- BIC pétrole	31,7	48,4	16,7
- BIC gaz	44,9	52,2	7,3
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	1 033,4	951,2	-82,3
- BIC hors pétrole	348,3	335,8	-12,5
- Impôt synthétique et AIRSI	24,5	21,4	-3,1
Impôts sur revenus et salaires	547,7	503,3	-44,4
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,0	0,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	113,0	90,7	-22,3
Impôts indirects	890,9	854,3	-36,5
TVA (hors part secteur électricité)	458,0	434,3	-23,7
TOB	72,8	70,4	-2,3
Taxes sur boissons et tabacs	51,8	49,3	-2,5
Droits d'enregistrement et de timbre	138,2	133,2	-5,0
<i>dont enregistrement café cacao</i>	41,3	39,2	-2,1
Patentes et Licences	34,0	33,2	-0,8
Taxes d'exploitation pétrolière	13,2	20,8	7,5
Taxe d'exploitation du gaz	19,6	22,4	2,8
Taxes sur les télécommunications	53,3	49,6	-3,7
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	30,2	20,1	-10,1
Taxe sur le caoutchouc	0,1	0,1	0,0
Taxe ad valorem	17,2	18,6	1,4
Accises et autres taxes indirectes	2,6	2,4	-0,2
<i>dont Taxe pr le dev touristique</i>	0,7	0,8	0,1
<u>TRESOR</u>	<u>11,2</u>	<u>12,1</u>	<u>0,8</u>
Impôts directs	10,0	10,7	0,7
Impôts sur revenus et salaires	10,0	10,7	0,6
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1,2	1,4	0,2
Timbres et vignettes	1,2	1,4	0,2
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	<u>1 687,1</u>	<u>1 683,3</u>	<u>-3,8</u>
Droits et taxes à l'importation	1 286,8	1 260,1	-26,6
Taxes sur produits pétroliers	372,3	371,9	-0,4
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	914,5	888,2	-26,2
Taxes à l'exportation	400,4	423,2	22,8

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Ministères et Institutions (hors dépenses "sécurité et élection")					
MINISTERES/ INSTITUTIONS	Dotation 2019 (Budget)	Dotations 2019 (budget ajusté)	Exécution fin décembre 2019	Taux d'exécution	
				Base budget	Base budget ajusté
Représentation Nationale	36 874 628 559	36 874 628 559	3 301 560 966	9,0%	9,0%
Conseil Economique, Sociale, Environnemental et Culturel	3 524 452 868	3 524 452 868	472 362 600	13,4%	13,4%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	3 105 331 908	3 105 331 908	677 276 908	21,8%	21,8%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	9 563 006 703	9 563 006 703	3 249 818 777	34,0%	34,0%
Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	260 519 588 620	110 939 162 932	105 045 889 233	40,3%	94,7%
Ministère de l'Hydraulique	62 939 476 977	62 939 476 977	25 841 668 045	41,1%	41,1%
Secrétariat d'Etat au renforcement des Capacités	960 200 000	960 200 000	409 200 000	42,6%	42,6%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, charge de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	19 120 583 987	19 120 583 987	9 060 261 045	47,4%	47,4%
Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	31 584 463 521	31 584 463 521	15 043 861 922	47,6%	47,6%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	13 478 549 735	13 478 549 735	6 746 891 962	50,1%	50,1%
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	27 676 106 889	27 676 106 889	15 375 173 927	55,6%	55,6%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, chargé de l'Autonomisation des Femmes	2 865 462 163	2 865 462 163	1 697 669 842	59,2%	59,2%
Ministère des Transports	36 560 122 299	36 560 122 299	23 685 339 036	64,8%	64,8%
Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	567 460 932 874	567 460 932 874	381 453 148 915	67,2%	67,2%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	64 722 347 164	64 722 347 164	45 807 355 723	70,8%	70,8%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	47 314 816 365	47 314 816 365	34 826 344 601	73,6%	73,6%
Ministère du Plan et du Développement	9 960 463 348	9 960 463 348	7 440 780 804	74,7%	74,7%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	416 127 247	416 127 247	329 258 859	79,1%	79,1%
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	445 270 892	445 270 892	353 267 280	79,3%	79,3%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme chargé du Logement Social	2 713 116 159	2 713 116 159	2 158 768 221	79,6%	79,6%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	156 315 039 626	156 315 039 626	133 277 608 888	85,3%	85,3%
Ministère des Sports	35 349 528 684	35 349 528 684	30 189 528 684	85,4%	85,4%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	15 640 203 422	15 640 203 422	13 460 279 000	86,1%	86,1%
Ministère de l'Artisanat	831 782 395	831 782 395	731 928 888	88,0%	88,0%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	879 380 084	879 380 084	786 757 704	89,5%	89,5%
Ministère de la Communication et des Médias	8 750 924 376	8 750 924 376	8 179 916 760	93,5%	93,5%
Ministère des Affaires Etrangères	4 822 699 684	4 822 699 684	4 510 415 830	93,5%	93,5%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	110 602 628 600	110 602 628 600	104 509 416 495	94,5%	94,5%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	9 592 922 566	9 592 922 566	9 075 922 566	94,6%	94,6%
Ministère des Eaux et Forêts	3 383 280 970	3 383 280 970	3 226 476 210	95,4%	95,4%
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	10 850 329 813	10 850 329 813	10 349 147 304	95,4%	95,4%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	66 877 225 266	66 877 225 266	65 320 449 315	97,7%	97,7%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté	14 165 781 179	14 165 781 179	13 997 677 835	98,8%	98,8%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	11 807 394 127	11 807 394 127	11 673 157 327	98,9%	98,9%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	19 701 418 239	19 701 418 239	19 642 709 568	99,7%	99,7%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre des Transports, charge des Affaires Maritimes	19 170 323 709	19 170 323 709	19 114 276 793	99,7%	99,7%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	63 891 743 081	63 891 743 081	63 717 874 891	99,7%	99,7%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME	6 995 440 084	6 995 440 084	6 976 554 556	99,7%	99,7%
Ministère de L'Economie et des Finances	19 581 529 877	19 581 529 877	19 563 122 245	99,9%	99,9%
Présidence de la République	82 600 324 336	82 600 324 336	82 600 282 049	100,0%	100,0%
SENAT	688 990 338	688 990 338	688 990 338	100,0%	100,0%
Primature et Services Rattachés	18 339 781 140	18 339 781 140	18 339 781 140	100,0%	100,0%
Cour des Comptes	400 000 000	400 000 000	400 000 000	100,0%	100,0%
Commission Electorale Indépendante	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100,0%	100,0%
Ministère de la Fonction Publique	511 172 889	511 172 889	511 172 889	100,0%	100,0%
Ministère des Mines et de la Géologie	248 237 525	248 237 525	248 237 525	100,0%	100,0%
Ministère de la Promotion de la Riziculture	1 641 070 000	1 641 070 000	1 641 070 000	100,0%	100,0%
Cour Suprême	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100,0%	100,0%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	8 934 873 596	8 934 873 596	8 934 873 596	100,0%	100,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissements Privé	4 816 650 787	4 816 650 787	4 816 650 787	100,0%	100,0%
Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	212 993 007	212 993 007	212 993 007	100,0%	100,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, chargé de la Promotion des PME	455 006 304	455 006 304	455 006 304	100,0%	100,0%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de L'Extérieur	743 830 657	743 830 657	743 830 657	100,0%	100,0%
Total	1 900 907 554 639	1 751 327 128 951	1 340 483 017 479	70,5%	76,5%
Comptes spéciaux	160 876 000 000	160 876 000 000	140 969 000 000	87,6%	87,6%
Total Général	2 061 783 554 639	1 912 203 128 951	1 481 452 017 479	71,9%	77,5%

¹ En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes.

ANNEXE 4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN DECEMBRE 2019

(toutes sources de financement confondues)

DOMAINES	2018	2019	Exécution à fin Décembre
	Réalisation	Objectif annuel	
01 Agriculture et développement rural	79 081 607 354	120 312 806 588	109 402 006 864
01.0 Administration générale	39 811 123 578	76 043 709 424	51 963 860 554
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	4 526 739 856	15 887 752 911	7 057 337 170
01.2 Formation et encadrement	14 238 594 465	14 405 017 655	38 300 036 691
01.3 Aménagement hydro-agricole	7 131 832 678	1 436 326 598	1 111 772 449
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	13 373 316 777	12 540 000 000	10 969 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	12 086 752 487	17 877 018 191	13 111 795 193
02.0 Administration générale / formation et encadrement	7 770 224 942	8 069 532 323	8 384 959 976
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 818 987 299	1 141 298 290	1 836 509 377
02.2 Pêche et aquaculture	2 497 540 246	8 666 187 578	2 890 325 840
03 Education	1 194 451 418 844	1 315 560 109 823	1 262 806 970 427
03.0 Administration générale	26 896 398 992	25 594 844 596	34 300 242 261
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	527 995 689 628	557 007 736 161	530 611 025 755
03.2 Alphabétisation	439 051 007	451 957 329	451 952 719
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	407 773 655 749	481 863 643 309	450 336 668 683
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	231 346 623 468	250 641 928 428	247 107 081 009
04 Santé	305 583 559 857	376 303 806 792	387 376 239 456
04.00 Administration générale santé	174 093 180 393	192 003 509 847	194 984 053 055
04.01 Système de santé primaire	60 915 975 433	73 092 125 369	87 034 000 000
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	4 524 269 654	1 500 000 000	5 099 754 035
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	14 776 899 337	36 099 873 750	34 170 234 054
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	760 620 421	12 643 574 793	587 046 181
04.05 VIH/SIDA	11 889 943 867	18 487 058 366	19 218 647 428
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	38 622 670 752	42 477 664 667	46 282 504 703
05 Eau et Assainissement	57 568 617 761	99 973 664 876	52 230 448 072
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	49 102 822 925	40 352 149 961	39 223 562 983
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	8 465 794 836	59 621 514 915	13 006 885 089
06 Energie	189 458 608 680	131 231 391 096	210 912 378 854
06.1 Accès à l'électricité	189 458 608 680	131 231 391 096	210 912 378 854
07 Routes et ouvrages d'art	426 659 068 562	296 756 009 782	393 749 880 396
07.1 Entretien des pistes rurales	28 421 475 403	2 362 667 070	26 721 609 041
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	15 241 798 157	1 000 000 000	29 808 346 363
07.3 Autres travaux routiers	382 995 795 002	293 393 342 712	337 219 924 992
08 Affaires Sociales	24 576 892 910	39 186 056 344	40 492 168 516
08.0 Administration générale	16 396 889 801	18 248 796 462	32 386 117 753
08.1 Formations destinées aux femmes	1 077 517 875	461 005 479	1 296 525 468
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 831 575 053	3 344 577 359	3 776 911 773
08.3 Formation au personnel d'appui	1 532 578 922	1 499 223 102	1 440 594 273
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	1 738 331 259	15 632 453 942	1 592 019 249
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	59 632 931 163	76 536 733 977	67 066 000 000
09.1 Décentralisation	59 632 931 163	76 536 733 977	67 066 000 000
10 Reconstructions et réhabilitations	8 805 296 159	9 483 702 707	2 158 768 221
10.1 Reconstruction et réhabilitation		300 000 000	0
10.2 Habitat et logement sociaux	8 805 296 159	9 183 702 707	2 158 768 221
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	3 536 948 975	22 271 964 393	11 271 710 744
11.1 Promotion et insertion des jeunes	2 425 982 215	21 080 050 545	10 175 845 287
11.2 Appui et suivi DSRP			0
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 110 966 760	1 191 913 848	1 095 865 457
TOTAL	2 361 441 702 752	2 505 493 264 569	2 550 578 366 744